

## « L'histoire des pauvres, pour quoi faire ? »

Sylvain Pattieu

Dans le cadre de la préparation du colloque international « La démocratie à l'épreuve de l'exclusion. L'actualité de Joseph Wresinski » qui aura lieu à Sciences Po les 17, 18 et 19 décembre 2008 (ATD Quart Monde, l'Association française de science politique et Sciences Po), une conférence-débat était organisée le lundi 23 juin sur le thème « L'histoire des pauvres, pour quoi faire ? ». Claire Andrieu a introduit les débats en soulignant l'importance de défricher des pans de l'histoire moins connus, comme l'histoire des pauvres.

### Historiographie de la pauvreté

La première intervenante, l'historienne Michelle Perrot, a fait un état des lieux de l'historiographie de la pauvreté, depuis l'ouvrage pionnier de Louis Chevalier, paru en 1958, consacré aux *Classes laborieuses, classes dangereuses*. La méthode de ce livre s'appuyait sur les enquêtes sociales et les œuvres littéraires plus que sur les statistiques. Sa thèse centrale soulignait la frontière floue, dans le Paris du XIX<sup>e</sup> siècle, entre les « classes laborieuses » et les « classes dangereuses », notamment du fait des mouvements migratoires, de la possibilité de trouver un travail ou pas, selon la conjoncture économique. Cet ouvrage, dans le contexte des années 1950, était original dans le sens où les pauvres ne constituaient pas une préoccupation centrale pour une historiographie dominée par l'histoire économique et sociale de Fernand Braudel ou Ernest Labrousse. Les pauvres étaient difficiles à saisir pour une histoire qui privilégiait l'enquête à partir de données statistiques correspondant à des catégories sociales fixes. Or le statut des pauvres, par définition, est soumis à l'instabilité et aux variations. Cette grande époque de l'histoire ouvrière s'intéressait davantage aux mécanismes de l'exploitation qu'à ceux de l'exclusion.

Michelle Perrot a expliqué comment les années 1970 ont constitué une deuxième époque pour l'histoire de la pauvreté, du fait de changements internes à l'histoire tout comme des évolutions de la conjoncture politique et idéologique. Les travaux du philosophe Michel Foucault, s'ils ne concernent pas directement la pauvreté, invitent les chercheurs à prêter attention aux « hommes infâmes ». Le développement de l'histoire orale est lié à la préoccupation de faire parler ceux qui n'ont pas accès à l'écrit : les femmes, les marginaux. Les recherches concernent d'abord l'époque médiévale ou moderne, avec les écrits de Bronislaw Geremek, Michel Mollat du Jourdin, Arlette Farge. Les approches peuvent être économiques, s'intéressant au seuil de pauvreté, à l'évolution de la notion de minimum vital. Plus récemment, les travaux du sociologue Robert Castel ont pu inspirer une réflexion sur les mécanismes de l'exclusion. L'histoire de la pauvreté a également partie liée avec l'histoire sociale, étudiant les modes de vie, une profession particulière comme celle des chiffonniers, ou des éléments de mode de vie comme l'habitat ou l'alimentation. Elle participe de l'histoire des femmes, qui peuvent être plus sujettes à la pauvreté. Elle est enfin une histoire politique, celle de la pensée sur la pauvreté et des pratiques et politiques d'assistance. Cette histoire est un chantier dynamique, dont les problématiques sont

renouvelées par de nombreux travaux récents et originaux : sur les meublés et les garnis de 1860 à 1990, mode d'intégration à la ville malgré la pauvreté ; sur les orphelins de l'assistance publique. Les sociologues y contribuent avec les travaux par exemple de Jean François Laé qui a travaillé sur les mains-courantes laissées par diverses administrations.

Michelle Perrot montre aussi que la pensée de Joseph Wresinski fournit des idées fortes pour ce chantier de l'histoire de la pauvreté, notamment dans son texte « Echech à la misère » tiré d'un discours prononcé à la Sorbonne en 1983. Il affirme tout d'abord la pauvreté comme un héritage : on naît pauvre, on ne le devient pas. La pauvreté n'est pas seulement matérielle mais aussi culturelle. Les pauvres sont invisibles, clef de leur non-représentation. Faire advenir les pauvres à l'histoire, c'est montrer la place qu'ils ont occupée, c'est aussi nécessairement leur donner la parole. Les vies de famille relevées par Joseph Wresinski constituent à ce titre des sources précieuses pour les historiens.

### **Les archives d'ATD Quart Monde : un fonds très particulier**

Paule René-Bazin, conservateur général honoraire du patrimoine, est intervenue à la fois au titre de son expérience professionnelle au sein des Archives de France, et de son travail depuis un an comme volontaire à Baillet, où sont conservés les fonds archivistiques de l'association ATD Quart Monde. Elle souligne le vif intérêt scientifique de ces archives, qui ne peuvent laisser le chercheur indemne. Très tôt, dès son arrivée au camp de Noisy-le-Grand où il souhaitait vivre auprès des pauvres, Joseph Wresinski a voulu conserver la mémoire de son action et de son mouvement. Il a systématiquement enregistré les réunions, pris des photographies, conservé des documents. Il était obsédé par l'idée de laisser des traces de ceux dont les conditions de vie rendent les éléments matériels éphémères. Il a agi en archiviste engagé, c'est-à-dire que pour lui les archives sont un instrument de l'action. Sa visée était politique et pas seulement historique, elle participait de la transformation d'un groupe social en sujet. La constitution ou l'entretien de lieux symboliques est important pour la mémoire. Le rappel de la Shoah repose par exemple sur les plaques apposées dans les rues, ou sur d'autres lieux de mémoire. Mais il reste peu de traces des pauvres, des anciens bidonvilles par exemple.

Le centre international Joseph Wresinski, à Baillet, tente de répondre à ces préoccupations. Il a pour ambition de recueillir l'histoire des très pauvres, de comprendre les causes de la misère, d'approfondir l'engagement de ceux qui la combattent. On peut y retracer l'histoire de l'engagement de ceux qui, dans le mouvement, ont rejoint les plus pauvres dans leur combat contre la misère. Les archives y sont conservées et classées, envisagées comme un instrument d'action. Elles dotent la lutte contre la misère et l'exclusion de missions précises. Il s'agit de rassembler et protéger les matériaux contribuant à la connaissance du Quart Monde élaborés par l'association : écrits, enregistrements audio, films et vidéos, photos et objets. L'objectif est de mettre en valeur ce patrimoine exceptionnel et d'en organiser l'accessibilité et la diffusion internationale, dans le respect des garanties de confidentialité inhérentes à certains éléments.

Le fonds comporte des documents très intéressants, dont la richesse potentielle pourrait attirer des chercheurs, quand elles seront accessibles. Les écrits des volontaires permanents (440 mètres linéaires) retranscrivent au jour le jour depuis quarante-cinq ans la vie, les souffrances et les aspirations des familles très démunies. Ils ont permis de constituer l'histoire de plus de 5 000 familles, même si leur

maniement par l'historien sera délicat. Les archives du mouvement (500 mètres linéaires) sont plus classiques, elles sont le reflet de la vie de l'institution et de ses évolutions au cours de son demi-siècle d'existence : archives des différentes instances en France et dans le monde. Par exemple, on y constate que le mouvement, né en France, est devenu très vite international. On a aussi la trace de l'action politique menée en France, surtout avec le CES pour ce qui concerne le rapport Wresinski en 1987 ainsi qu'avec les institutions internationales comme l'ONU, l'UNESCO. Elles constituent une source très riche sur les actions menées, peut-être trop car rien n'a jamais été éliminé. Parmi les autres documents, il faut noter les travaux de l'Institut de recherche, créé dès le début des années 1960, les résultats des études approfondies pour la détection des lieux de misère, les dossiers des universités populaires, ou les archives des bibliothèques de rue. Les archives du fondateur du mouvement, les archives audiovisuelles et photographiques sont aussi très riches. Un comité d'éthique travaille en ce moment sur les conditions de communicabilité de ces archives afin que des recherches puissent être engagées. Il s'agit donc d'un chantier très prometteur, en cours.

### **Les pauvres et Mai 68**

Francine de la Gorce, volontaire permanente d'ATD Quart Monde depuis 1960, intervient à partir de son expérience et de son statut de militante. Elle décrit comment les volontaires, pour lutter contre une histoire d'humiliation et de non-reconnaissance, décident de partager la destinée des familles les plus pauvres. Il ne s'agit pas d'une assistance, pour aider, mais de la volonté de voir une identité sociale reconnue. Le choix du Quart Monde est le fruit d'une longue réflexion au sein de l'association. Le terme de sous-prolétariat, d'abord employé, renvoie au Lumpenprolétariat marxiste, et a des connotations par trop péjoratives. C'est à la fin de l'année 1968 que le terme de Quart-Monde est choisi. Il marque le refus de la fatalité de la misère, et permet de ne pas couper le monde de la grande pauvreté du reste de la société.

Cette année 1968 a été marquée par son mois de mai, par le mouvement étudiant et les grèves ouvrières. Le Père Joseph a d'abord eu une appréciation négative du mouvement. Il a observé les effets de Mai 68 sur les bidonvilles et a déploré ce qu'il percevait comme un manque de solidarité avec les plus humbles. Il a eu des mots durs pour considérer Mai 68, du point de vue des plus pauvres, comme un mauvais souvenir au même titre que 1936. Ce sentiment peut apparaître en décalage, notamment pour des gens de gauche qui ne perçoivent 1936 et Mai 68 qu'en terme de fierté pour le mouvement ouvrier. Mais de tels mouvements, à court terme, peuvent fragiliser les plus humbles. Son appréciation de Mai 68 a toutefois évolué et il est allé, à la Sorbonne, à la rencontre des étudiants. Il a tenté de les interpeller sur le sort du Quart Monde. Il a aussi participé à sa manière au mouvement en proposant l'écriture de cahiers de doléances, qui ont été constitués à partir des demandes relevées dans les bidonvilles. Francine de la Gorce note que ces cahiers avaient pour point commun une demande de réécriture des droits de l'homme prenant compte la pauvreté.

Cette volonté de prendre en compte les plus démunis entraîne la création d'Universités populaires du Quart Monde, dans une volonté de partage du savoir. En 1987, la création d'une journée consacrée aux plus pauvres, le 17 octobre, et l'inauguration d'une plaque place du Trocadéro, en présence de 100 000 personnes, marquent le début d'une reconnaissance des pauvres comme faisant partie intégrante de la société et du peuple.

## Des travailleurs aux exclus

Sylvain Pattieu, docteur en histoire, évoque enfin Tourisme et travail, association de tourisme social née en 1944, proche de la CGT, qui au départ ne s'intéresse pas aux pauvres, aux exclus. Elle s'adresse en effet principalement au public des comités d'entreprise. Il est question de « travailleurs », de « peuple », et non de pauvres. Le tourisme est un élément de la fierté ouvrière. Une association issue du mouvement syndical permet à des travailleurs d'accéder aux mêmes lieux et activités de vacances que les élites. Ce dispositif vacancier est un élément de la « société salariale » dont parle le sociologue Robert Castel, qui a connu son apogée lors des Trente Glorieuses. Au début des années 1980, ce rôle se trouve bouleversé par la crise économique, sociale et syndicale liée au choc pétrolier de 1973. Les pouvoirs publics envisagent de redéfinir les missions du tourisme social en ciblant les publics les plus défavorisés. Ce projet rencontre celui de Tourisme et travail qui cherche à remédier au déclin de sa fréquentation et ambitionne désormais d'accueillir un public certes issu des milieux populaires mais plus large. Tourisme et travail s'ouvre, dans certains centres, aux handicapés mentaux. Parce qu'elle représente une forme d'exclusion, la question du handicap est significative de ces nouvelles missions et des nouveaux chantiers associatifs impulsés en lien avec les pouvoirs publics, même s'ils ne concernent qu'une fraction des vacanciers. Plusieurs incidents avec des handicapés mentaux dans des centres de vacances témoignent de l'inadéquation de Tourisme et travail à ce type de mission. Aux yeux des pouvoirs publics, sa dénomination d'association de « tourisme social » lui donne vocation à accueillir des publics auxquels elle n'est manifestement pas préparée.

Ce cas témoigne des problèmes, en temps de crise, d'une association d'éducation populaire, fondée sur un lien fort au monde du travail. Ce n'est plus le syndicalisme qui donne leur sens aux vacances. Désormais, pour partir en vacances, il faut en avoir les moyens ou au contraire manifester les signes de son incapacité, du fait du chômage ou de revenus insuffisants. Si les vacances populaires restent un dû, ce n'est plus comme un droit, un élément de la dignité salariale, mais comme un service, dans le cadre du marché, ou comme une aide aux exclus de la société salariale. Tourisme et travail ne parvient pas à s'adapter à cette nouvelle donne, à la différence du Secours populaire, étudié par Axelle Brodiez. La vocation humanitaire du Secours populaire lui permet de s'approprier la thématique des vacances en organisant des séjours pour les enfants des victimes de la crise. Tourisme et travail n'investit pas ce terrain de l'assistance, qui joue sur un registre misérabiliste : il y aurait là une rupture trop brutale avec la conception d'un tourisme susceptible d'assurer des gains symboliques aux « travailleurs ». L'association refuse de participer à ce qu'elle perçoit comme une sous-traitance de l'impuissance publique.

Le social est redéfini et désigne désormais moins le secteur du travail que celui de la pauvreté. Cet exemple montre toute la difficulté qu'il y a pour des institutions, associatives ou autres, à passer d'une période de relative prospérité à une période de crise. Il existe un écart non seulement entre une élite lettrée et les plus pauvres, mais aussi au sein des milieux populaires entre des salariés et des exclus, dont les préoccupations et les problématiques sont loin d'être les mêmes. Association de salariés, Tourisme et travail n'est pas devenue une association d'exclus.

Le débat a été riche et la confrontation entre points de vue et thèmes différents a une valeur heuristique. Ces premiers échanges sont de bon augure pour le colloque de décembre, qui permettra de prolonger largement les problématiques ébauchées. Dans



***Histoire@Politique. Politique, culture, société*** - Rubrique « Comptes rendus – journées d'études ».  
Mis en ligne le 14 octobre 2008, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

la continuité de la conférence-débat du 23 juin, le colloque aura pour ambition d'instaurer un dialogue entre chercheurs, universitaires et acteurs de la lutte contre la grande pauvreté. Cette démarche a été engagée par les équipes internationales d'ATD Quart Monde avec des partenaires du monde associatif et universitaire, dans le droit fil de la volonté de l'association d'associer les plus pauvres à la conception et à l'évaluation des politiques qui les concernent. Quatre grands thèmes seront abordés en séance plénière et dans des ateliers thématiques, autour de quatre grandes questions : comment penser et définir la grande pauvreté et l'exclusion ? Comment analyser les modes de reconnaissance et d'action politiques des plus pauvres ? Les droits de l'homme s'appliquent-ils aux exclus et aux pauvres ? Quelles politiques mettre en œuvre pour lutter contre l'extrême pauvreté ? Par rapport au 23 juin, ces thèmes seront enrichis et débattus par des intervenants européens et internationaux.